

Histoire

Écrit

Épreuve commune

Sujet : "Moderniser la Chine, 1842-1949"

L'épreuve écrite d'histoire s'est déroulée dans le cadre de la Banque d'épreuves littéraires commune aux Écoles normales supérieures (de Paris, Lyon, Paris-Saclay), à l'École nationale des chartes et à d'autres grandes écoles. Le jury remanié était constitué de 54 correcteurs agréés par l'ENS (25), l'ENS de Lyon (25) et l'école des Chartes (4). Ils ont été répartis en 27 binômes qui ont corrigé les copies en suivant les recommandations données par les directions des écoles. Les courbes des notes produites par ces binômes ont été harmonisées afin de garantir le caractère équitable de l'épreuve. Les candidats étaient au nombre de 4 654 (4 709 en 2019), 4 339 étaient présents, dont 23 ont rendu une copie blanche. La moyenne des notes s'établit à 9,94 (10,16 en 2018, 9,68 en 2019). Les copies dont la note est inférieure à 6 représentent 14 % du total, (13 % en 2019), 34 % des copies ont obtenu une note comprise entre 6 et 9,5 (37 % en 2019), 36 % des notes s'étagent entre 10 et 13,5 (35 en 2018) et 17 % des copies ont obtenu au moins 14 (21,9 en 2018). Plus de la moitié des candidats a donc obtenu une note égale ou supérieure à 10, de même que l'an passé.

Les circonstances particulières dans lesquelles préparateurs et correcteurs ont travaillé sont sans doute à l'origine d'un nombre d'absences à l'épreuve sensiblement plus élevé qu'à l'habitude. La qualité des copies rendues en a pourtant été peu affectée ce qui, signe de la mobilisation des candidats et des préparateurs, ne peut qu'être salué.

Les écarts constatés entre les copies demeurent importants. Ils tiennent à plusieurs facteurs. Il convient de rappeler que la maîtrise de la langue écrite demeure une exigence fondamentale. Une copie mal orthographiée, à la syntaxe fautive, usant d'un lexique pauvre ou mal maîtrisé ne peut permettre d'obtenir une note satisfaisante.

Il est de même attendu des candidats qu'ils produisent des textes structurés obéissant aux normes de la dissertation. Certaines sont formelles, une introduction – qui, tout en respectant les séquences attendues et articulées entre elles (amorcer, mettre en contexte, poser le sujet, définir et discuter les termes, problématiser, annoncer le plan) doit demeurer une introduction et non un texte plus long que les parties – une conclusion (récapituler, répondre à la problématique, ouvrir), qui à l'inverse ne peut être réduite à quelques lignes tracées à la hâte, un plan cohérent, clairement marqué et équilibré, évitant les redites, sont indispensables. Beaucoup de candidats, particulièrement cette année, proposent encore des premières parties fournies et regorgeant de détails, mais une dernière partie elliptique, voire résumée en quelques lignes ou manquantes. Une copie proposant un récit précis et informé, mais s'arrêtant en 1919 ou en 1927 ne pouvait permettre d'obtenir une bonne note. Nous ne pouvons que rappeler aux candidats qu'il leur est demandé de sélectionner les éléments pertinents au regard du sujet, de choisir avec soin les exemples devant être développés afin d'illustrer et de nourrir leur démonstration, non de tenter de jeter par écrit en quelques heures toutes les connaissances qu'ils ont accumulées au cours de leur préparation.

De plus il est attendu des candidats non pas qu'ils récitent des fragments de cours ou proposent une suite de fiches, parfois mal cousues ensemble, mais qu'ils offrent une réflexion, utilisant les connaissances accumulées au cours de la préparation. Cela implique, ce qui n'a pas toujours été fait et assez rarement bien fait, que soient examinés avec soin les termes du sujet de façon à dégager une problématique structurante. C'est dans ce cadre que les exemples livrés dans le développement prennent sens, et que les détails donnés acquièrent une valeur démonstrative tout en apportant la touche concrète trop souvent absente, sans tomber dans l'anecdote ou l'érudition. La problématique ne doit pas disparaître sitôt l'introduction terminée mais animer l'ensemble de la copie, justifier le choix des faits cités. Une question vague ou triviale, une reformulation parfois maladroite du sujet ne peuvent tenir lieu de problématique, ce qui a été cette année bien trop souvent le cas.

Cela suppose de solides connaissances, mais aussi la maîtrise des notions et du vocabulaire nécessaires. Les correcteurs étaient en droit d'attendre au regard du programme proposé, que les candidats sachent articuler les notions de modernisation et d'occidentalisation, centrales dans l'histoire et l'historiographie de la Chine contemporaine et bien trop souvent simplement confondues, mais aussi qu'ils

aient une idée précise de ce que peuvent recouvrir les termes de marxisme et de nationalisme dans ce contexte.

Il nous faut enfin redire que si une mise en contexte pertinente des phénomènes étudiés est toujours appréciée, il est attendu des candidats qu'ils connaissent assez une période qu'ils ont étudiée durant le cours de leurs études secondaires pour éviter ce faisant les erreurs grossières, d'écrire par exemple que le monde des années vingt est plongé dans une récession globale ou que l'arrivée de Jean Jaurès au pouvoir en France conduit à une relance de l'expansion coloniale et à l'expédition indochinoise, voire de faire du Japon l'allié des puissances occidentales dans la région au cours du second conflit mondial.

Le sujet proposé cette année ne pouvait désarçonner les candidats. La thématique est omniprésente dans les manuels et l'historiographie, au cœur aussi de la réflexion et des stratégies des acteurs majeurs de la période. Il n'en fallait pas moins réfléchir à la formulation du sujet, éviter aussi quelques raccourcis faciles. La modernisation de la Chine ne peut être confondue avec une occidentalisation contrainte dont les principaux acteurs seraient extérieurs à la Chine, d'autant que l'énoncé même du sujet, renvoyant à un mot d'ordre, un slogan, invitait à retrouver les initiatives des acteurs et les processus politiques à l'œuvre ; elle ne peut non plus se confondre avec la marche forcément inéluctable du progrès à laquelle s'opposeraient seulement quelques confucéens prisonniers d'une inexplicable et endémique xénophobie et d'une tradition millénaire n'autorisant ni évolutions ni accommodements. C'est passer à côté de la valeur formatrice de programmes portant sur d'autres parties du monde que de n'en retenir qu'une liste de dates, d'événements et de noms propres pour illustrer des idées toutes faites. Les préjugés ont trop fréquemment occupé une place importante dans les copies. Voilà qui appelle sans doute un point de méthode essentiel : à l'évidence, bien des candidats ont accompagné leur apprentissage des cours et de la bibliographie par la lecture de sources (imprimées et occidentales) ; or ce qui était assurément louable devient gravement préjudiciable lorsque le travail de critique de la source n'a pas été fait ou pas assimilé, ce qui a contribué à l'ethnocentrisme de la réflexion d'ensemble voire à des remarques sinophobes !

Le sujet portant sur une longue période invitait également à appréhender avec quelques nuances ruptures et continuités. Malgré la radicalité de certaines revendications (notamment avec la Révolution et la République), il n'y a jamais de *tabula rasa* tout au long de la période. Au contraire, les expériences de modernisations s'empilent, se complètent voire se concurrencent. Il s'agit d'un ensemble de fils complexes qui s'entrelacent et dont il convient de comprendre autant les ruptures que les continuités, comme les contextes et les implications d'autant que le périmètre de la chose publique comme de l'État ou de la Chine même ne cessent d'évoluer tout au long de la période, *a fortiori* après 1911.

Éléments d'introduction

Nous proposons ci-dessous, non un corrigé qui correspondrait à ce que l'on pourrait attendre d'un candidat dans les conditions de l'examen, mais des éléments, favorisant la compréhension du sujet.

Les termes du sujet présentent **un enjeu classique de l'historiographie** : quelles dynamiques animent (ou contrarient) les mutations politiques, économiques, sociales d'une Chine impériale militairement défaite et politiquement affaiblie ? Derrière l'évidence des termes (Chine ; modernisation), il convient de mesurer l'évolution de leurs significations.

La notion de « Chine » recouvre plusieurs réalités : politiquement, elle désigne la dynastie Mandchoue des Qing en début de période, puis la République à partir de 1911 – et à terme la scène de l'affrontement entre le Parti-État communiste et le Guomindang défait, à Taïwan. Géographiquement, elle pose la question des relations entre les provinces (très autonomes), les grandes villes (notamment les ports et les villes « globalisées » du Sud) et la capitale (la Cour à Pékin ; les différentes capitales au fil des guerres civiles au premier rang desquelles Nankin). Socio-culturellement, la notion de Chine pose enfin la question de la « naissance » moderne de la nation chinoise : de sujets impériaux, les Chinois et les Chinoises deviennent des citoyens d'une République, dont les élites promeuvent un projet de construction de conscience national(ist)e qui se décline de différentes manières suivant les périodes (on peut y ajouter la question fondamentale de la diaspora).

Dans cette dynamique, **la notion de « modernisation »** est polysémique. Elle est à envisager dans des perspectives économiques, scientifiques et techniques (enjeu des réformes intérieures à l'Empire pour tâcher de rattraper le « retard » technique face aux adversaires, qu'ils soient occidentaux ou japonais) ; mais aussi dans des perspectives politiques voire désigne un processus de transformation des mœurs et des pratiques sociales. Ainsi la dialectique autour de la modernisation prend, tout au long du siècle envisagé, une coloration puissamment identitaire, les partis conservateurs successifs se positionnant en gardiens d'une tradition offensée. La frontière s'avère plus subtile que la constitution de deux grands blocs (modernisateurs *versus* conservateurs). C'est toute la difficulté du sujet que de ne pas réduire à cette dialectique binaire l'histoire de la Chine mais de montrer la complexité de ces processus d'hybridation, d'innovation et de résistance et d'acculturation.

L'histoire de la modernisation de la Chine entre les guerres de l'Opium et la victoire finale de Mao repose avant tout sur l'histoire des interprétations polysémiques de la « modernité », ainsi que sur les

occasions manquées autant que sur les expériences inédites et les processus qui concourent à terme à recomposer la définition même de la « Chine ».

La **formulation impérative du sujet (*Moderniser*)** est là pour rappeler que la modernisation du pays s'est opérée sur le mode du mot d'ordre, de la mission et de l'injonction. C'est là en effet la tâche que prétendent s'assigner les Occidentaux, mais c'est aussi une réaction nationale pour parer un tel désaisissement et même une tendance endogène sur le temps long, polycentrée, et prise en main ponctuellement par l'État et les intellectuels avec l'invention de « problèmes », de « fléaux », perçus comme autant d'entraves à la modernisation (jeux et opium, pieds bandés, prostitution ou superstition).

Dès lors, c'est une **problématique** apte à saisir autant les leviers politiques que le levain social de la modernisation, autant les processus à l'œuvre que l'instrumentalisation du thème de la modernisation dans les luttes de pouvoir et de légitimité, qui doit animer cette relecture de la période. *Moderniser* la Chine doit être appréhendé en tant que projet politique présenté comme réponse aux défis et enjeux du temps ; moins comme une fin en soi (en vue du progrès) que comme un moyen de rendre la Chine contemporaine à son époque de façon à la sortir de l'hétéronomie, afin de rallier les populations à une ambition nationale émancipatrice.

Une approche chrono-thématique classique est proposée dans ce corrigé, sans forme d'exclusive. Elle est cependant la plus aisée pour la démonstration :

1. « **Redresser** » la Chine ou la dynastie Qing ? (1842-1895) :
contradiction fondatrice entre les ambitions politiques conservatrices de la dynastie et les pôles d'expérience de modernisation à travers la Chine : toute cette contradiction se cristallise dans le terme « Redressement » qui est censé être le maître-mot de la période.
2. **Réformer les institutions, transformer l'État ? (1895-1916)** :
des réformes avortées impériales à la révolution républicaine, processus de politisation des enjeux de modernisation sur fond de réforme intellectuelle et sociale de la société chinoise. Il est volontairement envisagé de pousser jusqu'à l'échec de la restauration impériale pour bien comprendre l'effort de modernisation et non décrire les cycles de vies politico-institutionnels.
3. **Bâtir une Chine nouvelle ? (1916-1949)** :
mesures de modernisations prises par la République, le Guomindang puis le PCC et qui accouchent d'une nouvelle culture politique, sociale et national(ist)e chinoise au milieu du XXe siècle ; cette période fait office de laboratoire politique inédit (et sous-estimé) de la modernisation socio-politique à la veille de la prise du pouvoir par Mao.

I. « Redresser » la Chine ou la dynastie Qing ? (1842-1895)

« **Redresser** » la Chine n'est pas synonyme de « moderniser » : il s'agit de restaurer politiquement et militairement le pouvoir de l'empereur, d'une part, et, d'autre part, de définir une politique de « redressement » moral des valeurs chinoises permettant l'autonomie de la Chine. Ce serait un contre-sens de réduire la « modernisation » et le « Redressement » à une « occidentalisation » au sens d'une mise en oeuvre de modèles occidentaux. Au contraire, c'est littéralement une **réaction**, qui alterne entre restauration identitaires (néoconfucianisme, enjeux dynastiques, perception du monde et questions éducatives, etc.) et réformes techniques inspirées par la présence impérialiste. Le pouvoir impérial, dont la transformation est au cœur même de certaines entreprises de modernisation, n'est que l'un des lieux et l'un des acteurs de ce processus. La particularité du pouvoir Qing est de peu peser sur les sociétés et les pouvoirs locaux, du fait de ressources, en particulier fiscales, limitées, que le droit de regard des puissances occidentales sur les pratiques douanières instauré par les traités inégaux, à la suite des Guerres de l'opium, menace de tarir ou de détourner.

1. La question de la modernisation dans la restauration de la dynastie Qing

Notons son caractère **paradoxal** car il s'agit tout à la fois pour « redresser » la Chine d'utiliser ce qui peut l'être de la présence impérialiste occidentale tout en s'en protégeant (répression des Taiping, opérée en partie avec des mercenaires étrangers).

Pour bien comprendre, il convient de rappeler le **fonctionnement polycentrique de l'Empire** : la cour à Pékin / gouvernements et de gouvernements généraux, foyers de pouvoirs dotés de capacités d'innovation et/ou d'aménagement de la politique du « redressement ».

La **première modernisation, politique**, réside dans l'évolution de l'entourage de l'empereur et donc de la philosophie de gouvernement à la faveur de la répression des Taiping :

- Ce virage est incarné par **Tsen Kuo-fan**. Ce fonctionnaire civil qui se voit confier les rênes de l'armée contre la révolte des Taiping dès 1851 (responsabilité militaire pour un cadre civil qui est une **transgression inédite**)
- Il peuple la cour de nouveaux fonctionnaires chinois venus principalement de la province du Yangtse, face au personnel politique mandchou.
- De ce gouvernement « mixte » (mandchou et chinois) émerge un **programme d'apaisement face aux impérialistes occidentaux** que l'Empire reconnaît ne pas avoir le pouvoir de chasser (convention de Pékin de 1860).

Le meilleur élève de Tsen Kuo-fan est **Li Huchang**. Il crée sa propre armée connue sous le nom de **l'Anhui** en 1862. Sa stratégie consiste à acquérir les secrets industriels des Occidentaux pour pouvoir à terme les concurrencer et s'en émanciper. Pour l'heure, l'Anhui constitue le creuset de ce mouvement de réforme, fondé sur la prise de conscience de la **révolution technologique, scientifique et commerciale mondiale en cours**.

Cette politique du « Redressement » n'est pas une idéologie, mais un ensemble de pratiques. S'**opposent** deux voies : selon Tsen Kuo-fan puis Li Huchang, il s'agit de **réformer les institutions impériales** à l'épreuve de la réalité géopolitique issue de 1860 ; pour les administrateurs-lettrés il s'agit au contraire de procéder au retour du « **gouvernement par la Vertu** » c'est-à-dire résister aux influences étrangères pour retrouver les valeurs qui fondent la tradition impériale, de conforter aussi le monopole politique des institutions impériales menacé par d'autres forces dont certaines ont eu leur propre agenda modernisateur.

2. Réformer la Chine, moderniser les provinces ?

Le premier secteur concerné est le commerce international, conséquence immédiate des traités des guerres de l'Opium. Pour mettre en œuvre la stratégie d'apaisement, la première institution que réforme l'Empire est donc les Douanes, confiées à **Robert Hart** ex-diplomate britannique qui inaugure en 1859 une fonction d'interface entre la Chine et l'Occident dans un contexte de pression commerciale britannique.

L'industrie pose plus problème. Tsen Kuo-fan illustre les limites de cette ouverture technologique : il accompagne la création de **l'Arsenal maritime de Shangaï** avec la construction de bateaux à vapeur (moyen de reconquérir une souveraineté), mais reste profondément réticent à d'autres formes d'innovations technologiques (télégraphe ou le chemin de fer). **Li Huchang**, au contraire, cherche à pousser le plus loin possible l'innovation scientifique et technologique. L'armée de **l'Anhui** est un laboratoire industriel.

Li Huchang soutient la concurrence face aux puissances occidentales dans **le domaine du commerce et de l'industrie** : en 1872, il crée une Marine à vapeur chinoise ; en 1876, il investit dans les mines de Kaiping, mais cette expérience finit mal car l'administration impériale « mange » le projet. De manière générale, dans le troisième quart du XIXe siècle, de nombreux projets de modernisation industrielle et technique échouent, en partie du fait de l'incapacité de l'État à mobiliser des capitaux importants. L'émergence d'un secteur productif moderne, en particulier d'un réseau de chemins de fer et d'un réseau télégraphique est pour une large part opérée à l'initiative et sous le contrôle de capitaux étrangers.

La position de Li Huchang reste fragile. Li Huchang est à Pékin non au titre d'une charge d'État mais en qualité de **gouverneur de Tientsin** (province de Pékin). C'est donc depuis une autre géographie que s'opèrent les initiatives de modernisation dans une Chine polycentrique.

Les villes « mondialisées », avec les concessions occidentales (Shangaï, Canton, etc.), sont autant de lieux d'effervescence, d'échanges, de transactions, de circulations qui constituent un levier de modernisation des esprits à hauteur d'hommes. L'industrie s'y concentre du fait de leurs fonctions portuaires mais aussi d'une réglementation qui jusqu'en 1895 interdit les investissements étrangers dans le reste de la Chine, un secteur financier moderne y émerge. La diversité et l'ouverture de la **presse internationale** dans les concessions constitue un espace discursif où peut se débattre la modernisation. Cela explique le rôle dynamique et relativement autonome des élites des **villes du Sud**. Elles constituent des portes d'entrée de la modernité au niveau provincial. Ces gouvernements locaux s'appuient sur des réseaux locaux d'experts suivant chaque domaine (droit, commerce, armée, etc.) qui sont baptisés les « **mu-yu** », premiers vecteurs de modernisation technique et technicienne : il s'agit principalement d'Européens qui font office d'intermédiaires. Leur expertise reste locale, au service d'un gouverneur sans remontée vers l'administration impériale. En conséquence, le « redressement » Qing **échoue à créer une bureaucratie capitaliste**.

La fin de cette période est marquée par la défaite contre le Japon en 1894 menaçant le cœur du système Qing : le « trésor du pays ».

3. Moderniser ou préserver « le trésor du pays » ?

« Shi nai guo zhi bao » : **les bons fonctionnaires sont le trésor du pays**

Pour les lettrés-administrateurs impériaux, les préceptes néo-confucianistes portent en eux les réponses aux crises qu'affronte la dynastie Qing : « **Désordre interne, désastre externe** » (« nei-luan, wai-huan »), c'est la faiblesse interne qui provoque l'invasion étrangère.

Selon eux, le « Redressement » dynastique ne passe donc pas par l'occidentalisation et le progrès technique, mais par le **sursaut moral** qui doit se fonder sur les traditions chinoises dont les lettrés-administrateurs se veulent les garants. Cet argument est renforcé par les origines « chrétiennes » de la révolte des Taiping. De 1860 à 1895, l'Empire ne cherche pas à moderniser la Chine (le proverbe « Shi nai guo zhi bao » trahit l'idée qu'il est plus important de trouver les hommes plutôt que de trouver les méthodes) mais à maintenir un équilibre entre partisans de la tradition néo-confucianiste et ceux de la modernisation technique.

L'enseignement constitue la clé pour comprendre la complexité de la réforme du système culturel et politique, régi par le régime des examens impériaux qui donnent accès à la bureaucratie impériale. **L'académie** est le creuset de la formation intellectuelle des élites (« shu-yuan »). Un deuxième niveau d'enseignement traditionnel est assuré par les écoles officielles diffusant la culture néo-confucianiste du

XIXe siècle. Les lauréats des examens deviennent les tout-puissants lettrés-administrateurs qui tiennent la bureaucratie impériale.

L'enjeu de la réforme du système éducatif se déploie donc en deux dimensions durant le « Redressement » : premièrement, il s'agit de chercher à introduire de nouvelles disciplines plus techniques (à commencer par la géographie) ; et à remettre en cause la domination de la caste des lettrés-administrateurs. C'est finalement **le principal échec de l'entreprise de modernisation**. Pour les lettrés-administrateurs, cette préservation de la tradition chinoise est le cœur battant de la protection du pays à travers son « trésor », d'autant que le développement des pouvoirs occidentaux dans les concessions et les initiatives éducatives des missionnaires chrétiens (sur le fond comme sur la forme, avec la diffusion de l'imprimé) constituent les principales menaces aux yeux des lettrés-administrateurs.

L'échec final pour la Chine s'évalue en 1895 à deux niveaux. **Sur le front géopolitique**, la Chine a survécu (péniblement mais a survécu tout de même) à ses différentes crises, mais échoué à s'équiper pour une guerre moderne. La conséquence immédiate est la défaite face au Japon. **Sur le front intérieur**, la politique du *statu quo* recherchée par la bureaucratie impériale n'a pas sauvé la synthèse impériale et néo-confucéenne entre l'État et la société. Après le désastre de 1895, l'Empire ne peut plus faire l'économie d'une réflexion sur la modernisation depuis le centre de l'Empire, alors même que les nécessités de la lutte contre les contestations internes et les empiétements occidentaux, les catastrophes écologiques (changement de cours du fleuve jaune en 1855, inondations désastreuses de 1887) qui marquent la fin du XIXe siècle ont affaibli un contrôle déjà faible sur les acteurs locaux et sa capacité à capter les ressources nées des transformations économiques.

II. Réformer les institutions, transformer l'État ? (1895-1916)

La séquence qui s'ouvre par la défaite impériale face au Japon de Meiji et qui se termine par l'avènement définitif de la République en Chine constitue un laboratoire d'expériences de modernisation au sein des institutions impériales (Cent Jours) et en dehors (Ligue Jurée ou « Tongmenghui »). C'est de ce double phénomène que s'alimentent les processus de modernisation de la Chine qui se cristallisent dans le renversement de l'Empire.

1. La Chine impériale face aux réformateurs radicaux (1895-1900)

En réaction au traité de **Shimonoseki**, un lettré du nom de **Kang Youwei** émerge : il adresse à l'Empereur un long mémoire. Il s'agit d'un appel à un véritable sursaut nationaliste et réformiste, porté par une nouvelle génération de lettrés indignés.

Kang Youwei n'est pas un révolutionnaire : il s'inscrit dans une tradition vieille de plusieurs décennies dans laquelle des lettrés impériaux dressent la liste des doléances et des réformes politiques qui leur semblent vitales pour la sauvegarde de l'Empire. La nouveauté qu'introduit Kang réside dans la justification philosophique et philologique de la réforme.

Pour parvenir à leurs fins, Kang Youwei et Lian Qichao proposent une réforme en profondeur de la culture néo-confucianiste, pour la débarrasser de ses « Traditions » inventées et en faire un outil de modernisation politique et national.

En **1898**, ils publient leur troisième texte dans un contexte spécifique : la recrudescence des appétits impérialistes depuis les concessions littorales. Le **jeune empereur Kuang-hsu**, leur donne une chance : c'est l'expérience réformatrice des « **Cent Jours** » (**11 juin-21 septembre 1898**) conduite par Kang Youwei et Liang Qichao. Ils publient une **quarantaine de décrets** qui doivent moderniser les institutions impériales : organisation de l'administration, éducation, système légal, économique, technologie, armée et système de police. Cixi organise un **coup d'État militaire** pour mettre fin aux « Cent Jours », et fait exécuter tous les réformateurs qu'elle parvient à faire arrêter. Kang Youwei et Lian Qichao s'enfuient (dans un premier temps au Japon) et plaident pour une monarchie constitutionnelle : ils continuent d'espérer et de militer pour que Kuang-hsu se transforme en **empereur constitutionnel**.

Cixi incarne à partir de 1898 le courant réactionnaire, prêt à toute manœuvre pour tuer les velléités de réforme. Cela se traduit par l'alliance improbable entre les **Boxers (société secrète paysanne)** et les Qing. Le traité de paix avec les puissances occidentales en **1901** sonne comme une cinglante défaite de l'Empire. Les énormes réparations demandées par les puissances occidentales le menacent d'une faillite chronique et d'une mise sous tutelle de ses finances.

2. Les Nouvelles politiques (1901-1911)

En 1901, au lendemain du protocole Boxer, la dynastie Qing doit accepter de procéder à des réformes pour survivre. Deux temps président à ce cycle : les réformes techniques (mais d'importance majeure) entre 1903-1906 ; et le cycle de « politique constitutionnelle » pensé en 1906 et mis en œuvre entre 1908 et 1911.

La première réforme – peut-être la plus importante par ses conséquences – est la **création de nouvelles écoles**. Le reclassement des étudiants des anciennes académies et l'ouverture à de nouvelles disciplines et de nouvelles pédagogies entre en contradiction avec la logique des examens impériaux : en 1905, **l'Empereur décide d'abolir les examens impériaux**.

La deuxième réforme d'importance est portée par **Yuan Sikai** consacrant un mouvement engagé depuis la fin du XIXe siècle en « militarisant » la formation des élites chinoises.

La troisième réforme concerne **l'administration** : l'État unitaire que l'Empire se promettait d'être est un rêve inaccessible. De fait, l'autonomie exécutive des provinces a fait de certaines l'épicentre de la modernisation. Faute de centralisation politique, l'Empire procède à un effort de centralisation technique, en créant de nouveaux ministères plus modernes (Commerce, 1903). L'impossible centralisation achève de consommer le fantasme de la **réforme fiscale** : Pékin fait le deuil de disposer d'un portefeuille budgétaire centralisé et d'un système fiscal efficace (1910, tentative avortée d'établissement d'un budget national).

La quatrième réforme est **juridique** : la révision du Code Qing (code juridique) en 1905, œuvre de **Shen Jiaben**, un des réformateurs « technocratiques » de la galaxie de Yuan Shikai. Tous ces acteurs sont partisans d'une réforme politique en profondeur : elle passe par la « codification » du pouvoir moderne, c'est-à-dire par la question constitutionnelle.

La cinquième réforme est **politique** : au regard de l'environnement géopolitique, la Chine finit par céder à l'idée de **rédiger une constitution**. Une « **politique constitutionnelle** » est annoncée en 1906, lancée en 1908. Un processus de représentations électives provinciales se met en place en 1909 et une assemblée consultative se tient à Pékin en 1910, mais l'hégémonie des élites mandchoues vient neutraliser le projet.

Durant cette période émerge une **gentry de marchands chinois, une classe compradore née dans le commerce et la modernisation économique** au contact des villes « globalisées », de banquiers, de commerçants, de propriétaires fonciers, qui constituent les nouvelles élites du pays, nées de l'urbanisation et du commerce international. La période des Nouvelles politiques consacre leur avènement ainsi que la déchéance du monopole des lettrés-administrateurs. Ces élites se parent de tous les attributs de leur rang, économique, social... mais aussi paramilitaire en levant des milices privées au lendemain de la révolte des Boxers, se posant ainsi en véritables maîtres du jour comme de la nuit dans les grandes villes.

3. Moderniser la Chine sans l'Empire : les origines de la révolution chinoise, les aspirations nationalistes et l'instauration de la République (1905-1916)

Entre les décennies 1890 et 1900 toute une nouvelle génération intellectuelle rompt avec les imaginaires de la Chine impériale. Outre les compradores, d'autres catégories sociales jouent un rôle essentiel dans l'émergence d'une volonté de modernisation politique de la Chine en dehors des institutions impériales, au premier chef **les étudiants**. Ils sont nés dans le triple mouvement de la déconstruction de l'éducation tenue par les lettrés-administrateurs, de la création d'une opinion publique liée à l'éclosion d'une presse moderne (notamment dans les villes du Sud) et par les diasporas parties étudier à l'étranger (Japon, Hawaï, etc.).

La diaspora chinoise constitue une deuxième catégorie d'acteurs, qui peut comme on l'a vu recouper la première. La nouveauté de cette diaspora réside dans le fait qu'elle est un acteur du commerce maritime connecté, un récepteur et un vecteur de diffusion de nouvelles idées nées des révolutions industrielles et commerciales.

Une troisième catégorie est composée par les **sociétés secrètes**. Elles existent avant cette période, mais occupent à la charnière entre le XIXe et le XXe siècle une place nouvelle en devenant des catalyseurs politiques extra-étatiques des idées de modernisation de la Chine. La géographie des sociétés secrètes évolue durant cette période : elles sont ancrées dans les villes portuaires et parmi les diasporas chinoises hors de Chine. Cette extraversion géographique offre la liberté nécessaire pour « politiser » ces sociétés secrètes, à l'image de « l'Association pour la régénération » de la Chine fondée à Hawaï en 1894 par **Sun Yat-sen** qui développe un puissant réseau parmi les **élites économiques et intellectuelles du Sud** et des villes portuaires. Alors que depuis 1898, la modernisation politique est incarnée par les thèses réformatrices et constitutionnalistes de Liang Qichao, Sun Yat-sen développe des thèses révolutionnaires pour moderniser le pays. Il fonde en **1905** depuis son exil au Japon la *Zhongguo Tongmenghui* abrégé en *Tongmenghui*, traduit par la « Société de l'Alliance chinoise », plus connue sous le nom de « Alliance révolutionnaire » ou « **Ligue Jurée** ». Ses **thèses révolutionnaires, socialistes et nationalistes** sont réunies dans *Les Trois principes du peuple* (« San-min-chui ») : nationalisme (« mon-tsu chui » : littéralement le peuple et la race réunis en nation), démocratie (« min-chuan » : littéralement les droits ou le pouvoir du peuple) et socialisme (« min-sheng » : littéralement, la subsistance du peuple). Cette culture du révolutionnaire professionnel née dans la Ligue Jurée façonne une nouvelle culture politique, nourrie de clandestinité, d'esprit révolutionnaire.

La dynastie Qing tombe autant sous les coups coordonnés des révolutionnaires que de l'usure et l'échec de réformes inabouties. Tout l'effort pour la Ligue Jurée consiste donc à parvenir à prendre la tête des événements révolutionnaires.

Le premier compromis est de convenir de la nature républicaine du régime face au nouvel homme fort de la Chine : Yuan Shikai. Toute la période qui va de 1912 à 1916 est dominée par cet effort de **modernisation politique** à l'échelle nationale qui passe par l'instauration de la Première République chinoise. Au titre de ce compromis, Yuan prend les rênes du pays dans l'année 1912. Derrière le consensus républicain, Sun Yat-sen avance ses thèses nationalistes et socialistes : **il crée en août 1912 le Guomindang**. Ce parti moderne pionnier devient le creuset et le fer de lance de la Révolution nationaliste. Entre 1912 et 1915 un système multipartite se développe, autour de l'enjeu de la **nouvelle constitution**. Cependant, le jeu politique se

polarise, Yuan Shikai considère le Guomindang révolutionnaire comme son principal adversaire cherchant à **restaurer à son profit l'Empire en 1915-1916**.

Le Guomindang en tire la conclusion que les partisans d'une monarchie constitutionnaliste sont des ennemis de la Révolution, unique voie de modernisation possible de la Chine. Il s'agit dès lors de « **révolutionner la Chine** », d'en aboutir la modernisation en restaurant l'unité. La Chine n'a alors ni monnaie unique, ni administration unifiée, ni armée.

III. Bâtir une Chine nouvelle ? (1916-1949)

1. Moderniser la société : l'âge du Renouveau et le souffle du mouvement du 4 mai 1919 ?

Les républicains considèrent avoir pour premier chantier la « **sortie de l'empire** ». En s'appuyant sur des réflexions ou des entreprises commencées à la fin du XIXe siècle, les dirigeants de la République engagent un processus de modernisation sociale. La première phase de la République a fait l'objet longtemps d'une **sous-estimation historiographique**, car les réformes ne parlaient pas de la nature de l'État, mais étaient techniques (dans le domaine juridique ou éducatif) ou culturelles (religieuses et sociales). Si une puissante modernisation s'exerce sous l'influence des idées fondatrices du mouvement du 4 mai 1919, véritable révolution culturelle, nationale et identitaire chinoise, il convient toutefois de ne pas ignorer certaines continuités avec les Nouvelles Politiques. En voici les principaux traits :

La construction d'une culture politique moderne. Le symbole en est, dès 1911-1912, la cérémonie de coupe de natte en signe de rupture avec l'ordre impérial. La nomination de **Sun Yat-sen** au poste de premier président de la République qui prône explicitement la **Révolution** (« gémings ») pour rompre avec l'ordre ancien impérial. Ainsi, la principale rupture politique réside dans l'explication au peuple du changement de légitimité politique : ce n'est plus un mandat céleste mais un pouvoir par le peuple et pour le peuple. Il s'agit donc de construire l'espace public politique, en mobilisant les populations sur le fait politique. La liturgie impériale est à détruire, une nouvelle liturgie est à construire (drapeau, hymne national, mobilisations publiques), l'éducation des masses indispensable.

Enseignement primaire et secondaire. 2,8 millions de scolarisés en 1912 contre 11 millions au début des années 1930 et 17 millions en 1945. L'accès des masses à l'éducation est un marqueur des ambitions révolutionnaires de la République. Les années républicaines constituent un laboratoire éducatif et pédagogique pour l'enseignement primaire des masses : la diversité des situations et des expériences d'enseignements y est plus la règle de fait que la normalisation pédagogique dictée par l'État.

L'enseignement supérieur et académique compte dans son 1^{er} cycle, au début des années 1910, quelque 1 000 étudiants ; au début des années 1930, il en compte environ 34 000. L'accès à l'enseignement supérieur reste extrêmement sélectif, mais son intensification n'est pas négligeable car elle est le marqueur d'une nouvelle fabrique des élites.

Le développement de l'opinion publique est rendu possible par **l'essor des médias en mandarin** sous la République. Il peut s'agir de titres de presse nationaux ou plus souvent provinciaux, ou plus largement de l'éclosion de la lecture (constitution de bibliothèques publiques jusque dans des villages). Tout un univers du livre en mandarin éclot sous les premières années de la République. L'introduction du cinéma peut être ajouté au paysage des nouveaux médias.

Le mouvement du 4 mai 1919 est un mouvement intellectuel de grande ampleur. Il entreprend au nom de la science et du progrès la critique de la société traditionnelle chinoise. Ces intellectuels redoutant l'anéantissement du pays s'attaquent au compromis hérité de la fin des Qing autour de la « boutique de Confucius » pour prôner de manière radicale de nouvelles valeurs : nationalisme, promotion de l'individu au sein d'une communauté ou union nationale, de la science, de la démocratie, de la jeunesse.

La question de la réforme de la langue constitue un des aboutissements du mouvement : la langue vulgaire (« baihua ») est promue, pour permettre l'unité de la nation. **Hu Shi, Lu Xun** et d'autres travaillent dans les décennies 1920-1930 à la création de cette nouvelle langue vulgaire depuis l'université de Pékin.

La réforme juridique et institutionnelle... s'inscrit dans la poursuite de la modernisation des Nouvelles Politiques. Tout le travail juridique amorcé depuis les années 1900 aboutit avec la République à un effort de codification : dès 1912 est publié un *Code pénal* provisoire, remplacé par le Code pénal définitif de 1928 ; le *Code civil* (1929-1931). **Zhang Yaoceng** est l'artisan de la réforme du système judiciaire et juridique sur des principes socialement révolutionnaires : égalité des individus quels que soient leur sexe ou leur ethnie.

Le Renouveau religieux occupe également une place dans le processus. Les **superstitions** (« mixins », cultes locaux et religions populaires) sont dénoncées et combattues.

2. Le Guomindang et la première expérience de Parti-État : creuset de la Chine moderne ?

La guerre pour l'unité de la Chine se caractérise par l'affrontement des forces nationalistes contre les cliques et seigneurs de guerre, avec des alliances qui évoluent rapidement au fil des années 1920. Les forces nationalistes (à cette date le Guomindang allié au PCC, créé en juillet 1921), qui ne contrôlent au début de la période que le sud de la Chine, se distinguent, dans leur volonté d'entreprise militaire d'unification de la Chine par la création d'une institution censée moderniser, en la militarisant, la formation des élites, sous l'impulsion du Guomindang : **l'Académie militaire de Huangpu**. Sun Yat-sen confie le

projet à **Chiang Kai-shek**, au retour de sa formation en URSS au titre de l'alliance nouée avec le Komintern. L'expédition du Nord consacre le processus de réunification du pays (1927- 1928) suivi par la mise en place du **régime de Nankin** dominé par la personnalité de Chiang Kai-shek.

Parvenu au pouvoir en 1928, ayant brutalement rompu avec le Parti communiste et l'Union soviétique en 1927, le Guomindang ambitionne de construire **un modèle de parti-État**, censé moderniser les institutions la société et la culture politiques de la Chine.

Culte d'État autour de la personnalité de Sun Yat-sen, « père de la nation » (« guofu »).

Adoption de nouveaux symboles républicains au lendemain de l'expédition du Nord.

Constitution d'une idéologie d'État autour du « triple démisme ».

Restaurer la souveraineté chinoise. La Chine nationaliste participe à la Société des nations, obtient en 1930 l'autonomie douanière ainsi que le retour sous souveraineté chinoise de plusieurs concessions, parvient à substituer dans certains secteurs clés des fonctionnaires chinois aux occidentaux (service des douanes maritimes).

La loi de 1928 et l'équilibre institutionnel des pouvoirs défini par Sun à travers les « 5 Yuan » : pouvoir exécutif (« xingzhengyuan ») ; pouvoir judiciaire (« sifayuan ») ; pouvoir législatif (« lifayuan ») ; pouvoir de contrôle (« jianchayuan ») ; pouvoir d'examen (« kaoshiyuan »). Dans les faits, le pouvoir exécutif l'emporte sur les quatre autres.

Le calendrier de la réforme de l'État selon les nationalistes en trois phases : le gouvernement militaire (« junzheng ») ; la tutelle politique du parti (« dangzheng ») ; et à terme quand tout cela est consolidé, gouvernement constitutionnel (« xianzheng »). Ce scénario permet durant la décennie de Nankin la **constitution d'un pouvoir autoritaire autour de Chiang Kai-shek**. La trajectoire de l'autoritarisme de Chiang aboutit à des expériences qui font écho aux modèles fascisants d'Europe méridionale. Plus abouties cependant sont les réformes dans certaines administrations (Gabelle, Douanes maritimes, ministère des Finances), qui se constituent en **bureaucraties gestionnaires, modernes** et efficaces, en dehors des luttes de factions, mais qui sont encore des isolats et des exceptions dans l'État.

La volonté de planification économique, prônée bien avant 1928, se traduit par la constitution d'organisations *ad hoc*. La volonté de développer une base industrielle est cependant contrariée par la conjoncture mondiale, puis la guerre contre le Japon (les dépenses militaires représentent souvent durant la période plus de la moitié du budget de l'État).

La décennie de Nankin reste dominée par la question des enjeux militaires. Au total, l'État n'est pas tout-puissant et le parti n'encadre pas les masses. Les nationalistes chinois ne contrôlent plus dès la fin de 1937 les côtes orientales, dévastées par un conflit destructeur.

3. De la guerre civile à la voie communiste : la Chine selon Mao

Le PCC accède au pouvoir le 1er octobre 1949, à l'issue de la guerre civile, il a toutefois **entrepris en amont sa réflexion sur la réforme de la Chine**.

Parmi les pionniers du PCC, 2 figures contribuent à l'hybridation / modernisation d'une culture marxiste-socialiste chinoise dominée par des intellectuels révolutionnaires : **Chen Duxiu** et **Zhou Enlai**. La double hybridation dont ils témoignent (politico-intellectuelle et politico-militaire) a été relativement effacée par la ligne officielle maoïste après 1949.

Avec la **Longue Marche** (1934-1935), le PCC essuie une violente défaite politique et militaire qui se traduit par une fuite à travers le pays, du Sud-Est vers le Centre-Nord. **Yan'an devient le laboratoire de la reconstruction du parti sous la férule de Mao**. L'une des toutes premières innovations, contrainte et forcée mais essentielle, consiste à changer le public de la Révolution : le PCC étant désormais privé des villes « connectées » du Sud, les masses paysannes constituent l'essentiel de son public. Il doit ensuite partir étape par étape à la (re)conquête des opinions publiques du pays. Depuis Yan'an, Mao procède à deux grandes expériences modernes d'encadrement des masses.

Entre 1942 et 1944 la première **campagne de « rectification du style de travail du Parti »** discipline l'organisation par la violence et la répression politico-policière (lutte contre le « dogmatisme », le « subjectivisme », les « traîtres », etc.).

À partir de 1940, Mao adresse aux populations urbaines ses thèses de la « **Nouvelle Démocratie** ». Au nom de la démocratie chinoise face à l'autoritarisme de Chiang, Mao prône une alliance de toutes les classes progressistes de la société : il accorde ainsi une place à la bourgeoisie (d'où l'orientation vers les villes, aux côtés des paysans), des ouvriers (socle de la doctrine marxiste-léniniste pour l'avant-garde du prolétariat) et des intellectuels (le socle originel des nationalistes révolutionnaires).

De son côté, le Guomindang, en position avantageuse en 1945, rate sa sortie de guerre et ouvre la voie à la guerre civile. Le débat politique est **réduit et idéologisé** : il n'existe rapidement plus que deux camps. De son côté, le Guomindang souffre de plusieurs crises internes : autoritarisme, personnalisation du pouvoir, corruption, absence de renouvellement des cadres, et à terme **impossible mue vers la démocratisation de la Chine**. Chiang se distingue de l'héritage de Sun dans trois dimensions : la dérive vers une personnalisation du pouvoir ; la militarisation progressive de la société ; et **l'abandon de la stratégie de mobilisation des masses**.

La polarisation politique tue le riche foisonnement de la République, pour accoucher d'un antagonisme binaire entre « nationalisme » et « communisme ». La réalité est toutefois différente : les mutations profondes de la société continuent leur course (notamment la naissance d'une opinion publique moderne avec la question des masses). **La propagande moderne du PCC**, organe connecté à la Révolution mondiale, fait toute la différence.

Conclusion

Les processus de modernisation de la Chine expliquent tout à la fois la nouvelle culture politique mais aussi plus largement la nouvelle définition de l'identité chinoise qui émerge au milieu du XXe siècle. Loin de se limiter à des processus de ruptures violentes, visibles et facilement intelligibles (« Cent Jours », Révolution de 1911-1912, décennie de Nankin, prise du pouvoir par le PCC, etc.) ou à une galaxie de personnalités fortes qui incarnent une époque ou une expérience (Li Huchang, Liang Qichao, Sun Yat-sen, Mao, etc.), l'histoire de la modernisation de la Chine doit être comprise comme **un processus complexe et continu**. Chaque innovation successive se nourrit de réformes, de révolutions ou de mutations silencieuses engagées dans les périodes précédentes, de sorte que c'est une dynamique complexe, conflictuelle par moments voire par nature parce qu'elle articule et heurte parfois des modèles rivaux de modernité, non seulement en termes d'origine (occidentale, japonaise, soviétique ou chinoise), mais encore d'horizon qui permet d'analyser la période. L'éducation en est l'une des meilleures illustrations, tout comme la construction de la culture militante des partis politiques. Tant pour 1911 que pour 1949, les mutations sont autant le fruit d'un effondrement intérieur que d'un rapport avec une force révolutionnaire. La ruse de l'historien face à un tel sujet consiste à ne pas tomber dans le piège de la réécriture téléologique effectuée par chaque régime du XXe siècle mais de retrouver **les continuités qui les transcendent** au point de peser par-delà les doctrines idéologico-politiques d'un camp.

Série Sciences humaines – spécialité

Considérations générales

Comme c'est désormais le cas depuis une dizaine d'années, le jury ayant eu à connaître de l'explication de documents historiques s'est éloigné des usages universitaires ordinaires de notation et il a réparti les copies sur une échelle de notes ayant pour finalité essentielle de classer les candidats en utilisant même la note de 20/20. La moyenne de l'épreuve a été de 9,16/20 et l'écart-type de 3,91. Sur 967 copies non blanches, 165 ont été notées 14/20 ou plus.

Les écarts considérables qui ont pu être établis entre les notes attribuées aux copies reflètent la grande disparité dans les connaissances et dans les qualités d'exposition requises par l'exercice qui y paraissent. Car certains candidats ont pris le texte comme point de départ d'une récitation de cours. L'erreur de méthode ne constitue pas une nouveauté mais elle demeure regrettable ; elle peut expliquer que certains candidats aient obtenu des notes inférieures à ce qu'ils croyaient pouvoir envisager. Les connaissances acquises doivent en effet être utilisées pour expliquer le document, sa logique et ses détails ; il ne s'agit pas seulement de mettre en rapport des éléments dispersés relevant d'une même thématique que le document comporte mais aussi d'établir des rapprochements entre le contenu du document et des données extérieures à lui mais analogues à celles du document ou qui en sont complémentaires.

Un regard sur les rapports des sessions antérieures, et notamment sur celui de la session 2011, qui avait donné lieu à un commentaire d'histoire grecque, permettra de relever quelques permanences dans les travaux des candidats dont des défauts récurrents nécessitent la répétition de certaines remarques concernant en particulier la forme des copies.

Quant au fond, comme en 2011 il était nécessaire de connaître Thucydide pour commenter Justin, en 2020 il était bienvenu de ne pas avoir méconnu Hérodote au cours de sa préparation pour commenter Plutarque.

L'attention de la génération des candidats de 2020 (généralement nés en 2000) semble devoir être attirée en particulier sur les usages suivants. Le "soutien" – mot utilisé dans le titre donné au document – n'est pas une forme verbale ("il soutient"). L'usage des pluriels doit être maîtrisé (on évitera donc « les stratègent »). Un adjectif de nationalité (athénien, spartiate, grec...) s'écrit sans majuscule à l'initiale, alors que la graphie d'un substantif de nationalité en requiert une (un Athénien, un Spartiate, un Grec...). Si on peut admirer l'extrême inventivité qui a mené à désigner la pythie par le recours à des graphies multiples, on doit relever qu'un adjectif de nationalité n'est pas l'équivalent grammatical d'un complément de nom au pluriel ("Le succès spartiate leur permet...", *vel similia*, a-t-on lu parfois, alors qu'on aurait attendu "Le succès des Spartiates leur permet..."), or si la génération née en 1991 semblait douée d'une propension particulière à cette faute fâcheuse, il apparaît que son usage a heureusement régressé chez les membres de la génération née en 2000 – car la pente du déclin n'est pas inéluctable ! « Sensé » n'est pas « censé ». "Ce qu'il" n'est pas "ce qui". Par définition, il n'existe pas de "deuxième moitié" d'un siècle, mais une "seconde moitié".

Enfin, on doit souligner que fournir des citations du texte doit s'effectuer en procédant aux modifications de syntaxe requises (si on lit dans le texte "le dieu répondit que les Athéniens l'emporteraient", on ne doit pas écrire, selon un usage fautif fondé sans doute sur la volonté de respecter absolument le texte, "Athènes « l'emporteraient »" mais "Athènes « l'emporter[ait] »").

Par ailleurs, quand on doit traiter de réalités désignées par des termes techniques d'origine étrangère, dans une copie manuscrite où l'on doit mettre ces termes en relief, on ne doit pas s'efforcer d'imiter une écriture en *italiques*, mais simplement souligner les mots concernés. Il était peu utile de tâcher de manifester une connaissance fragile du grec en écrivant des mots fautifs (comprenant ε pour η ou ο pour ω).

De façon plus spéciale – et comme on l'avait indiqué en 2011 –, si l'attention est portée sur des événements antérieurs à notre ère, on ne doit pas user d'un symbole mathématique pour indiquer une date ("– 479"), parce qu'un tel usage ressortit aux pratiques des astronomes, pour lesquels il existe une année zéro, utile à leurs calculs, cette année correspondant à l'année 1 avant notre ère pour les historiens. On comprend donc que le recours à un signe mathématique entraîne *ipso facto* le recours à un usage, qui n'est pas celui des historiens, qui décale d'un an toutes les indications chronologiques (donc « – 479 » renvoie à 480 av. J.-C., année des Thermopyles et de Salamine et non à 479 av. J.-C., année de Platées). Les candidats n'ont pas été sanctionnés pour cette erreur mais, si on comprend l'usage dans des notes de cours prises rapidement, il serait bon qu'il disparaisse des pratiques de rédaction. Quand il s'agit du Ve siècle avant notre ère, il suffit que le caractère proleptique des dates soit indiqué explicitement lors d'une première mention de date (naturellement, il en irait différemment si la période envisagée portait sur la période – nécessitant des explicitations réitérées et sans ambiguïté – 1er siècle a. C. - 1er siècle p. C. – pour recourir à des abréviations rapides à écrire).

Le texte de Plutarque

Introduction

Même si l'intitulé du programme était d'histoire religieuse (« Pratiques et croyances religieuses des Grecs à l'époque classique (Ve-IVe siècle av. J.-C.) »), la connaissance des événements politiques – donc militaires – majeurs de la période faisait partie des connaissances de base attendues de la part des candidats, d'autant que de nombreux textes littéraires constituant nos sources présentent des pratiques religieuses dans un contexte militaire. Savoir situer dans le temps la bataille de Platées et ne pas y voir une confrontation entre des Grecs et les Macédoniens de Philippe II était donc plus que souhaitable. Certes, même une erreur si grossière pouvait ne pas empêcher un candidat (terme à valeur épiciène) d'obtenir une note acceptable si ses connaissances en matière religieuse étaient dignes d'intérêt. Mais un candidat auteur d'une bonne copie pouvait présenter le contexte militaire décisif des événements rapportés par Plutarque (*Vie d'Aristide*, 11. La traduction proposée était celle de R. Flacelière et É. Chambry, Paris, Les Belles Lettres, 1969, modifiée). Il pouvait donc être rappelé que les événements de la seconde guerre Médique sont principalement connus par Hérodote, auteur des *Histoires*, *alias* l'*Enquête*, qui a vécu au Ve siècle (*circa* 485-420). Par cet auteur que Cicéron nomme le « père de l'histoire » nous savons la succession d'événements marquants tels que les batailles des Thermopyles et de Salamine, et nous savons que le Roi [avec une majuscule] *alias* le grand Roi Xerxès est retourné en Asie en laissant en Grèce d'importantes forces terrestres commandées par son lieutenant Mardonios (qui devait mourir à Platées).

Pour ne pas être coupé de ses arrières, Mardonios est passé d'Attique en Béotie. C'est là que les Grecs qui refusaient de se soumettre aux Perses *alias* les Mèdes ont attaqué ses forces, pour chasser l'envahisseur de Grèce balkanique. Ce sont principalement des Péloponnésiens menés par les Spartiates (à la tête desquels était le régent – qui n'était pas un roi – Pausanias, chef suprême de l'armée) et les Athéniens (ceux-ci avaient mis leur population à l'abri, notamment au nord-est du Péloponnèse).

Mais ce n'est pas seulement Hérodote – qui avait pu interroger des témoins oculaires – qui nous renseigne sur de tels événements. Plutarque (*circa* 50-125 de notre ère ; les candidats avaient dû constituer une fiche sur cet auteur) aussi livre des indications qui peuvent être précieuses. Si son œuvre est une source tardive, elle est néanmoins d'une valeur indéniable : Plutarque connaît les sources textuelles (Hérodote notamment) et des textes désormais perdus ; de plus il est Béotien (de Chéronée) et il connaît les lieux et les traditions locales ; en outre, il est particulièrement attentif aux faits d'ordre religieux (il a été prêtre à Delphes et il a écrit des *Dialogues pythiques*). Dans ses *Vies* il établit généralement (23 fois) un parallèle entre un Grec et un Romain (Aristide est mis en parallèle avec Caton l'Ancien – dit le Censeur, 234-149 a. C. ; les candidats n'étaient pas censés le savoir).

Dans la *Vie d'Aristide* (au chapitre 11, ici), Plutarque nous montre le rôle prétendument décisif qu'aurait joué l'Athénien Aristide (*circa* 540-468 a. C.) en provoquant la découverte de procédures religieuses ayant censément permis la victoire des Grecs à Platées. Tel est l'axe d'étude, d'ailleurs exprimé dans le titre donné au texte dans la circonstance du concours, qui peut guider la réflexion. On notera en outre que, au cours de leur travail, les candidats n'étaient pas tenus de donner à leurs propos une tonalité laissant penser que les dieux interviennent réellement dans les événements (d'où notre « censément »).

Les indications de Plutarque donnant un grand rôle à l'Athénien Aristide peuvent paraître quelque peu paradoxales en ce que le commandement suprême était exercé par un chef issu de Sparte, le frère du roi agiade Léonidas, qui était le régent Pausanias fils de Cléombrote, tuteur de Pleistarchos (le fils de Léonidas ; on n'attendait pas de telles connaissances généalogiques de la part des candidats). Mais la possibilité selon laquelle un stratège athénien puisse malgré tout se voir prêter un rôle décisif se fonde sur le fait que les Grecs partagent un ensemble de pratiques communes, notamment en ce qui concerne leur usage des présages (I). Ils admettent cependant que, dans des circonstances particulières comme une bataille décisive, ce soient des puissances surnaturelles spécifiques qui doivent être invoquées pour les appuyer (II), et ce système de croyances est mis en œuvre avec un esprit d'adaptation qui paraît subordonner les pratiques militaires et politiques aux impératifs religieux (III).

I) Des pratiques communes aux Grecs

A) Un ensemble solidaire

Plutarque déclare ceci :

"1 Élu à mains levées stratège suprême pour le combat, Aristide prit avec lui huit mille hoplites athéniens et se rendit à Platées. 2 Il y fut rejoint par Pausanias, qui commandait toutes les forces helléniques en plus de ses Spartiates, et par les autres Grecs qui affluaient en grand nombre."

La nature de la question de programme impliquait que les correcteurs ne s'attendissent pas à ce que fût nommée l'épicheirotonie (le vote à mains levées) qui permettait des votes et des élections rapides. On ne s'attendait pas non plus à ce que fussent détaillés les effectifs des Grecs : 110 000 Grecs en tout, dont 5 000 Spartiates, 5 000 périèques lacédémoniens, 35 000 hilotes de Sparte, 8 000 Athéniens commandés par Aristide fils de Lysimachos... (Hérodote, IX, 28-30). Du côté des Perses il y aurait eu 300 000 Barbares et 50 000 Grecs (Hérodote, IX, 32).

Mais la nature de la coalition grecque rassemblée à Platées devait être explicitée et une expression telle que « tous les Grecs ensemble » pouvait en particulier amener à rappeler judicieusement tel passage bien connu d'Hérodote définissant l'hellénisme sur des bases notamment religieuses (Hérodote, VIII, 144 ; le passage a été pertinemment invoqué par de nombreux candidats). Les croyances et les pratiques culturelles – notamment oraculaires – contribuaient à fonder un sentiment d'appartenance à une même communauté, grecque.

Ainsi, au moment où nous sommes, l'importance accordée aux célébrations religieuses a été illustrée peu auparavant, au temps de la bataille des Thermopyles en 480 : alors que Léonidas était envoyé tenir le passage avec des effectifs réduits, la plus grande part des Péloponnésiens célébrait les concours d'Olympie en l'honneur de Zeus, fin juillet 480 (Hérodote, VII, 206).

En outre, certains lieux de culte majeurs attiraient des Grecs de toute part (et l'importance de l'oracle de Delphes pouvait être située par rapport à d'autres grands sanctuaires).

B) La compétence généralement admise d'un personnel spécialisé

De tels lieux de culte étaient desservis par un personnel spécialisé dont la compétence était admise par tous. Quand Plutarque signale que, « Aristide ayant envoyé consulter l'oracle de Delphes, le dieu répondit... », l'identité de l'agent humain reste implicite ; elle devait nécessairement être explicitée par les candidats, qui pouvaient à ce propos donner des indications sur la pythie – voire sur le personnel qui l'entourait. De fait, on a relevé de multiples indications souvent pertinentes de la part des candidats. On n'insistera pas là-dessus.

On relèvera simplement que les candidats pouvaient évoquer le rôle que l'oracle pythique avait joué peu auparavant la bataille de Platées, notamment en semblant suggérer aux Athéniens comment vaincre les Perses sur mer, à Salamine (Hérodote, VII, 139-144), et en permettant aux Lacédémoniens de reconnaître la qualité du devin Teisaménos, à qui étaient promises cinq victoires, dont la première fut celle de Platées en 479, puisque les Spartiates surent s'attacher Teisaménos après que leur attention eut été attirée sur sa personne par un oracle de Delphes.

Or un critère de discrimination fine des copies pouvait concerner "le devin Tisamène d'Élis". Le fait que Teisaménos (ou Tisamène) soit d'Élis le rattache à la principale cité de l'Élide, région du nord-ouest du Péloponnèse où se trouve Olympie, et il fait partie de la communauté des Éléens qui contrôlent ce sanctuaire. Et, comme certains candidats ont su l'indiquer, c'est un devin de la famille des lamides, attachée à Olympie, et Hérodote raconte son histoire personnelle de façon circonstanciée (Hérodote, IX, 33-36).

Il est notable que ce spécialiste de l'art divinatoire ait paru doté d'une compétence limitée à des interprétations techniques reposant sur l'exégèse de signes : d'après Hérodote, après s'être vu annoncer cinq victoires il avait cru devoir être vainqueur au pentathlon mais il avait échoué dans cette compétition – en soi, l'épisode marquait une limite de sa compétence divinatoire. Les Spartiates ont alors pensé que les cinq victoires annoncées devaient revêtir un caractère militaire et ils se sont attachés les services de Teisaménos en le naturalisant.

Ce personnage devait fonder ses compétences de devin, visiblement reconnues, notamment sur l'interprétation de signes donnés par les entrailles (les lobes du foie) d'animaux sacrifiés. Sur le champ de bataille de Platées, cet expert aurait inspiré le recours à des pratiques de hiéroskopie (examen des entrailles) (ou d'hépatoscopie, examen du foie) indiquant la victoire aux Grecs s'ils restaient sur la défensive. Certains candidats ont même su dire que les Perses obtinrent des présages semblables par l'entremise de leur devin grec et que le résultat fut que, pendant plus de dix jours, les deux armées se firent face sans se combattre pour des raisons religieuses.

L'autorité attachée à la parole d'un devin s'explique par le fait que les Grecs partagent des croyances semblables sur ce dans quoi ils voient des présages.

C) Un système de présages partagé

Le spécialiste de l'interprétation des signes obtenus par hiéroskopie qu'était Teisaménos a annoncé aux Grecs « qu'ils seraient vainqueurs, s'ils se bornaient à se défendre et n'attaquaient pas les premiers ». Quant à l'oracle venu de Delphes, il aurait indiqué que « les Athéniens l'emporteraient sur leurs adversaires s'ils adressaient des prières à Zeus... ». [Notons que dans un commentaire de texte il n'est pas nécessaire de recopier de nombreuses lignes quand il suffit du début d'une citation terminée par des points de suspension pour faire clairement comprendre à quel passage on renvoie].

La conditionnalité dont les prédictions sont porteuses relève d'un comportement proprement humain et souligne combien il est nécessaire de posséder une certaine maîtrise de soi pour obéir à ce que l'on admet relever d'injonctions divines. D'après ce que l'on sait de la bataille de Platées, le respect des règles attachées à l'usage des présages n'est d'ailleurs pas complètement allé de soi puisque, même si les Grecs ont bien attendu (en changeant d'ailleurs de position) qu'une attaque perse se produisît, les Tégéates (gens de Tégée, dans le Péloponnèse), qui recevaient des armes de jet envoyées par les Perses, ont commencé à marcher à l'ennemi avant que les présages recherchés par leur chef Pausanias ne fussent devenus favorables selon Hérodote (IX, 61).

Mais c'est surtout le crédit considérable accordé à l'oracle de Delphes qui, d'après les indications de Plutarque, aurait stimulé les débats des chefs de l'armée grecque en fonction même des précisions multiples prétendument obtenues par Aristide auprès du sanctuaire apollinien de Delphes. La richesse même de ces indications peut certes amener à s'interroger – comme ont fait beaucoup de candidats – sur leur caractère *post eventum* mais il est clair que si une invention postérieure aux événements s'est produite, elle s'est fondée sur des croyances préexistantes (concernant notamment les divinités mentionnées).

D'après Hérodote (VII, 138-145), les théores envoyés par les Athéniens à Delphes en 480 avaient obtenu deux oracles successifs, de sens apparemment différent puisque le premier les exhortait à « fuir aux extrémités de la terre » pour échapper à l'invasion perse tandis que le second, mentionnant la « divine Salamine », avait été d'une ambiguïté permettant des débats entre Athéniens et avait pu servir d'argument au parti de la résistance mené par Thémistocle. Cette fois, en 479, les Athéniens consultent encore pour eux-mêmes même s'ils agissent dans le cadre d'une alliance où leur place numérique est proportionnellement moins importante que dans les effectifs navals engagés dans les eaux de Salamine : « Aristide ayant envoyé consulter l'oracle de Delphes, le dieu répondit que les Athéniens... ».

L'ambiguïté – ordinaire – de l'oracle est liée au fait que les prescriptions rituelles attribuées à l'oracle semblent manquer de cohérence, puisqu'une partie des rituels nécessaires est évidemment à accomplir sur le territoire platéen, qui est béotien, quand le champ de bataille à choisir ne serait pas de la compétence territoriale des divinités mentionnées mais serait « la plaine de Déméter Éleusinienne et de Corè », que l'on peut situer à l'ouest de l'Attique, auprès d'Éleusis. Cette disjonction apparente entre les indications suscite l'« embarras » d'Aristide (§ 4) et incite les hommes à développer leur réflexion. Celle-ci est indiquée par le recours à un troisième mode divinatoire (après la hiéroskopie et la prédiction oraculaire).

Car l'oniromancie apparaît aussi jouer un rôle (§ 5) puisque, selon Plutarque, « le stratège des Platéens, Arimnestos, crut voir en songe Zeus *Sôtér*... ». Que le bénéficiaire indiqué du rêve soit "le stratège des Platéens" est lié au fait que sa fonction de chef militaire le qualifie pour bénéficier d'un éclaircissement divin. Il n'est pas en effet rare que le chef nominal d'une communauté soit ainsi spécialement qualifié pour accomplir des actes en son nom. C'est le cas, à Athènes, en temps de paix, de l'archonte roi. En Laconie, ce sont les rois de Sparte qui sont les seuls prêtres connus à l'époque classique et les cinq magistrats suprêmes que sont les éphores (les "surveillants") consultent personnellement l'oracle de Pasiphaé à Thalamai, par oniromancie (Cicéron, *De la divination*, I, 43, 96 ; Plutarque, *Agis*, 9, 1-4 ; *Cléomène*, 7, 3-4...).

Les pratiques divinatoires mentionnées sont ainsi censées indiquer à quelles puissances surnaturelles s'adresser pour assurer le succès des armes des Grecs.

II) Les puissances surnaturelles qu'il convient de se rendre propices

D'après Plutarque, "le dieu répondit que les Athéniens l'emporteraient sur leurs adversaires s'ils adressaient des prières à Zeus, à Héra Cithéronienne, à Pan et aux nymphes Sphragitides, s'ils sacrifiaient aux héros Androcrotès, Leucon, Pisandre, Damocratès, Hypsion, Actéon et Polyïdos" (§ 3).

Il va de soi qu'une telle énumération renvoie à des puissances surnaturelles qui étaient inégalement connues des candidats – comme des correcteurs ! Mais, au cours de leur préparation, les candidats avaient nécessairement eu à connaître des différents types de protecteurs non humains que les Grecs pensaient pouvoir solliciter. Pour s'assurer la protection de telle ou telle puissance, on peut lui promettre des offrandes, puis consacrer ces offrandes, mais il faut d'abord l'identifier en la nommant, dans un acte qui relève de la prière (*euchè*), et il est d'usage de distinguer les divinités d'autres puissances.

A) Des divinités

Tout candidat devait pouvoir fournir des indications sur le dieu souverain, Zeus. Après la bataille son rôle décisif est reconnu puisqu'il est honoré comme *Sôtèr*, épithète (mot féminin) ou épiclèse (autre mot féminin) signifiant Sauveur (des Grecs, c'est sous-entendu) : il est nommé "Zeus *Sôtèr*" (§ 5), par anticipation, à l'occasion du récit du rêve d'Arimnestos. De très nombreux candidats ont su dire exactement le sens du mot, en soulignant le rôle prêté au dieu dans la dispensation de la victoire.

De même, Héra, sœur, épouse et parèdre de Zeus aux yeux des Grecs, était bien connue. Elle apparaît ici avec un caractère de puissance locale : l'usage d'une épiclèse topique (renvoyant au *topos*, le lieu, ou épichorique, renvoyant à la *chôra*, le territoire) fait ici clairement référence à la montagne, le Cithéron, qui marque la limite entre l'Attique et la Béotie. Un problème – qui n'était pas majeur – se pose, que les candidats pouvaient énoncer. Car Hérodote indique (IX, 61) que ce serait dans le feu de l'action que Pausanias aurait pensé – avec succès – à implorer Héra. Certes, le propos de Plutarque, qui nomme Héra parmi les divinités indiquées par l'oracle de Delphes n'est pas, strictement, incompatible avec celui d'Hérodote : on peut imaginer qu'en désespoir de cause Pausanias ait tenu compte de l'oracle délivré aux Athéniens, dont il aurait eu connaissance. Mais il peut aussi relever d'une autre tradition.

Quant aux Nymphes Sphragitides, elles aussi caractérisées par une épiclèse, les candidats auraient pu évoquer le fait que leur nom semble faire référence à l'idée d'un cachet (*sphragis*), mais il s'agirait en fait plutôt d'une indication faisant référence au Sphragidion, qui serait un autre nom du Cithéron – ou d'un sommet du Cithéron. Nul n'était censé savoir cela. L'érudition de Plutarque est manifeste ici ; il est Béotien, on le sait, et il a dû visiter les lieux ("vers le couchant d'été") pour rapporter des traditions locales (comme son quasi-contemporain Pausanias le Périégète).

Ici, on ne pensait pas tendre un piège à de très nombreux candidats qui se sont trompés sur le genre, en français contemporain, du mot « antre » – qui est masculin. On pouvait espérer – et l'attente, parfois, n'a pas été déçue – des considérations informées sur la nature des nymphes, divinités secondaires (dryades, associées aux chênes, hamadryades, liées à un seul arbre, méliades attachées aux hêtres...), dont le culte marque l'importance accordée aux arbres – importance qui s'exprime dans le respect entourant tel ou tel *alsos*, bois sacré (cf. le § 8) ; l'*Altis* d'Olympie porte le nom éléen, local, de l'*alsos* et désigne le sanctuaire d'Olympie où Zeus est honoré. Il ne semble pas que quelque savant candidat ait dérivé vers Hyakinthos ou Narcisse, héros dont les noms renvoient à des plantes.

La mention des « nympholeptes » (*possédés des nymphes*, § 4) a donné lieu à des considérations qui n'étaient pas déplacées sur les dangers de la déraison, rapprochée de la menace que Dionysos fait peser sur Thèbes dans les *Bacchantes* d'Euripide.

B) Pan

Mais les espaces agrestes, de confins, sont aussi du domaine de Pan, qui est censé être déjà intervenu contre les Perses, à Marathon, en 490, lors de la première guerre Médique. Lors d'une épiphanie (une manifestation) rapportée par Hérodote, le dieu chèvrepiéd serait apparu sur le Mont Parthénion (en Arcadie, au nord de Sparte). Il aurait alors annoncé qu'il rendrait d'autres services aux Athéniens. Le texte d'Hérodote (*Histoires*, VI, 105-107) qui rapporte la chose était connu de certains candidats, dont la science a été dûment appréciée, et qui ont parfois mentionné Pan comme inspirateur de la panique.

C) Des héros

Ce sont aussi des héros, en l'occurrence – mot qu'il faut savoir orthographier – des héros du pays béotien qui sont mentionnés ici. Plutarque est conscient que ses lecteurs ne peuvent les connaître. En érudit soucieux d'éclairer son public il ajoute donc (§ 4) : « les héros auxquels il [l'oracle] ordonnait de sacrifier étaient les fondateurs [*archègetai*] de Platées ». On n'attendait pas que les candidats disposassent des lumières ignorées par les lecteurs anciens de Plutarque sur « Androcrotès, Leucon, Pisandre, Damocratès, Hypsion, [...] et Polyïdos ». Mais Actéon pouvait être connu – et, de fait, parfois avec quelque approximation, a fait l'objet de quelques indications.

Comme les candidats devaient s'essayer à définir le terme « héros », en mentionnant à leur gré tel ou tel exemple qui pût leur paraître pertinent (ainsi Thésée censément protecteur des Athéniens), le terme *archègetai* (au singulier *archègetès*) pouvait être commenté. C'est un terme essentiel dans l'histoire de la

colonisation archaïque (VIII-VI^e siècle), qui n'était pas au programme : Apollon est Archégète en ce qu'il délivre des oracles qui inspirent les colonisateurs ; en fonction d'un tel oracle l'homme fondateur d'une colonie (comme Battos à Cyrène, fin VII^e siècle) est son oikiste. Il y fait l'objet d'un culte après sa mort. A l'époque classique, les Athéniens fondent Amphipolis en organisant une entreprise menée par Hagnon, fils de Nicias et père de Thérémène, en 437/436. Celui-ci est alors honoré comme un *oikistès* jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le Spartiate Brasidas en 422 (Thucydide, V, 11).

A l'époque classique aussi, à Sparte, les rois sont dits archégètes, ne serait-ce que parce qu'un texte fondateur du système politique de Sparte, et datable des environs de 700 (donc archaïque, mais connu sans discontinuité depuis lors), la Grande Rhètra (citée par Plutarque s'appuyant sur Aristote, *Lycurque*, 6, 8), les nomme ainsi. Les rois de Sparte descendent d'Héraclès, lui-même dit Archégète en ce qu'il est à l'origine des deux dynasties royales de Sparte (Agiades et Eurypontides) comme en ce qu'il est conducteur (sens fondamental du mot) des Lacédémoniens (Xénophon, *Helléniques*, VI, 3, 6, à propos d'événements de 371).

Dans la liste des *archègetai* figure Androcratès. Or le même héros est aussi mentionné plus loin, comme devant présider de près au combat contre les Perses (§ 8). Comme ont justement noté certains candidats, son nom renvoie au « pouvoir de l'homme », dénomination tout à fait appropriée pour désigner un personnage qui doit veiller à un succès militaire. Il a droit à un lieu de culte qui est un *alsos*, un bois sacré (comme l'*Altis* est la dénomination du sanctuaire d'Olympie, c'était là une autre occasion de le rappeler).

Il est clair, à lire Plutarque, que ce sont des puissances locales, topiques, maîtresses de l'espace du champ de bataille, qui sont censées y jouer un rôle décisif, et qui sont à invoquer. D'après Thucydide (que connaît Plutarque), en 429, les Lacédémoniens ont entrepris le siège de Platées en le justifiant religieusement, et l'historien déclare (Thucydide, II, 74, 2-3) que le roi de Sparte Archidamos « commença par prendre à témoin les dieux et les héros du pays [...], grâce à [qui, selon lui, le champ de bataille de Platées, avait été, en 479] un champ de bataille propice pour les Grecs ». Donc l'appel aux héros, complémentaire de celui adressé aux dieux, était bien attesté dans la tradition historique du Ve siècle (époque de Thucydide) à propos de la bataille de Platées de 479 : certains candidats bien informés ont su dire cela.

C'est grâce à la durée qui a précédé le combat après l'arrivée des troupes (une dizaine de jours) que des expertises religieuses ont permis la mise au jour des compétences surnaturelles censément les plus efficaces, et ont contribué aux débats des hommes. Les candidats pouvaient savoir que généralement, quand ils se trouvaient sur un champ de bataille où ils devaient agir rapidement, c'est à Artémis *Agrotéra* que sacrifiaient les Spartiates (Xénophon, *Helléniques*, IV, 2, 20 ; *République des Lacédémoniens*, 13, 8) : il s'agissait d'une divinité *chasseresse* maîtresse des espaces agrestes où les conflits militaires avaient vocation à se dérouler, et un tel sacrifice jouait le rôle d'un sacrifice passe-partout. Mais en 479 à Platées, l'ampleur de l'enjeu – qui était la liberté des Grecs dans leur ensemble – requérait des procédures mieux définies.

III) L'exégèse d'une caractérisation spatiale

A) Résoudre une impossibilité apparente

Plutarque nous indique (§ 5) que « la mention de la plaine de Déméter Éleusinienne et la promesse de la victoire faite aux Athéniens, s'ils livraient la bataille sur leur propre territoire, ramenaient et transportaient la guerre en Attique. » Tout candidat devait savoir caractériser Éleusis, sanctuaire situé à l'ouest d'Athènes, dont le contrôle a été pris par les Athéniens à l'époque archaïque. Le sanctuaire, comme on sait, était le cadre de Mystères associant Déméter, déesse des moissons de céréales, et sa fille Corè qui, comme épouse d'Hadès, le souverain des morts, était Perséphone. L'association de Déméter et de Corè n'était pas spécifique aux Athéniens et on trouvait des sanctuaires appelés des *Éleusinia* (singulier *Éleusinion*) ailleurs que près d'Athènes (par exemple en Laconie, au sud-ouest de Sparte).

La nécessité de combattre en Attique en première analyse indiquée par l'oracle sollicité et obtenu semblait en contradiction avec le recours à des puissances surnaturelles fortement attachées au pays platéen. Mais des éclaircissements seraient apparus, prétendument par des moyens surnaturels, qui auraient permis de résoudre une incompatibilité apparente, puisque (§ 6), « au pied du Cithéron, il y avait un fort ancien temple qui était dit être un temple de Déméter Éleusinienne et de Corè. » La résolution de l'aporie est prétendument complétée par le recours aux détenteurs de la mémoire locale, sollicités par Arimnestos (dont le nom même renvoie à une excellente mémoire). Il s'agit des anciens de la communauté qui sont censés connaître l'existence d'un lieu de culte dont la dénomination est semblable à celle d'un lieu de culte plus prestigieux, établi en Attique.

B) Le choix du terrain

Le terrain approprié est caractérisé comme « extrêmement favorable pour y ranger des troupes d'infanterie en face d'une armée supérieure en cavalerie, parce que les premiers escarpements du Cithéron rendaient impraticable aux chevaux l'extrémité de la plaine contiguë au sanctuaire » (§ 7). On a ici affaire à un recours renouvelé à la pratique déjà utilisée à la passe des Thermopyles puis, sur mer, dans le goulet

oriental de Salamine, consistant à empêcher les Perses de profiter de leur supériorité numérique. Certains candidats ont su expliciter le fait.

Il s'agissait en l'espèce d'attirer l'ennemi dans un espace plan qui allait permettre à la phalange de conserver sa cohérence et aux hoplites de profiter de leur équipement face à des Perses plus mal équipés (Hérodote relève que les Perses n'étaient pas inférieurs en courage mais en armement). On ne peut manquer de suggérer que l'oracle ait servi d'habillage à un choix tactique, dans un contexte duquel les préoccupations politiques n'étaient pas absentes.

C) L'affirmation de liens politiques

Comme une dernière condition devait être remplie, celle selon laquelle « les Athéniens l'emporteraient sur leurs adversaires s'ils [...] affrontaient le péril sur leur propre sol » (§ 3) on voit que, minutieux, les Platéens auraient trouvé une solution, en « supprim[ant] les bornes du territoire de Platées du côté de l'Attique et [en faisant] don aux Athéniens de leur pays, afin qu'ils pussent combattre pour la Grèce sur leur propre terre, conformément à l'oracle » (§ 8).

Une telle mesure, au caractère exceptionnel, peut s'expliquer par l'étroitesse des relations déjà entretenues par les Platéens avec les Athéniens – dans lesquels ils voyaient des protecteurs contre les Thébains. Certains candidats ont parfois su évoquer le texte d'Hérodote (VI, 108) qui narre le rapprochement et l'alliance des Platéens avec les Athéniens en 509 et, aussi, le fait que la présence d'un contingent platéen à Marathon, en 490, a marqué la force de l'alliance de Platées avec Athènes, puisqu'aucun autre contingent grec n'a été présent aux côtés des hoplites athéniens à Marathon.

Il pouvait en outre être relevé que les bornes ont par elles-mêmes une valeur religieuse forte, et les candidats pouvaient connaître le serment des éphèbes athéniens – avec lequel un rapprochement était d'autant plus pertinent que son texte figure sur la même stèle que le « serment de Platées » (cf. J.-M. Bertrand, *Inscriptions Historiques Grecques*, Paris, Les Belles Lettres, 1992, n°18, p. 48-50). En l'occurrence, étant donné que Platées est connue comme une cité indépendante au début de la guerre du Péloponnèse, en 431, on admettra que le renversement des bornes n'a sans doute été que temporaire.

Conclusion

De façon générale les dieux des Grecs sont censés assurer le succès des Grecs, et les guerres médiques ont été un creuset d'une conscience hellénique commune par opposition aux Barbares. Le témoignage de Plutarque qui, dans la *Vie d'Aristide*, se fonde sur des sources antérieures à lui (Hérodote et Thucydide en particulier) et sur sa connaissance des traditions locales, montre que la conservation de la mémoire religieuse d'un événement décisif dans l'histoire grecque put être entretenue par des connaissances religieuses perpétuées au fil du temps – comme, en la matière, par des rituels annuels longtemps pratiqués. Car, d'après Plutarque (*Aristide*, 21), aussitôt après la victoire, les Grecs décidèrent que des délégués et des théores (ambassadeurs sacrés) devaient se réunir tous les ans et que devait être établi un concours pentétérique (ayant lieu tous les quatre ans) en l'honneur de Zeus *Eleuthereus*, Libérateur (*Aristide*, 21, 1).

Une cérémonie distincte avait lieu annuellement en l'honneur des morts, plus de deux mois après le sacrifice à Zeus Libérateur : l'archonte de Platées était responsable d'une cérémonie particulière décrite par Plutarque (*Aristide*, 21, 5-6) et comportant « une prière à Zeus et à Hermès Chthonien » comme un appel aux braves (les *agathoi andres*) qui étaient morts pour la Grèce, qui étaient invités « à prendre part au festin et à la libation de sang » liés à un sacrifice.

Par ailleurs, toujours selon Plutarque (*Aristide*, 21, 2), Aristide aurait fait décider la poursuite de la guerre contre les barbares. Une telle indication montre que si la bataille de Platées est censée avoir été remportée avec le soutien de puissances surnaturelles locales, la libération de la Grèce entière nécessitait encore d'autres combats, accompagnés d'autres actes rituels.

Dans le cadre d'un exercice de concours de niveau Bac + 2, les correcteurs ont fondé leurs appréciations essentiellement sur la connaissance de la teneur des pratiques religieuses des Grecs, de leurs conceptions et de la terminologie qui leur servait à exprimer leur pensée. L'usage plus ou moins bien maîtrisé de la bibliographie moderne pouvait naturellement contribuer à faire varier les appréciations mais restait secondaire par rapport à celui des sources anciennes.